

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

Le 9 avril dans la rue, pour préparer la suite...



Manif de cheminots en janvier à Paris

La question des salaires revient :
grève à Temex, BPCE, Sanofi...

Métropolisation :
mesures d'austérité et résistance des salariés



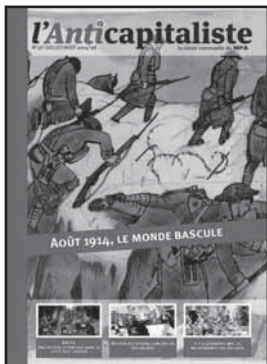
Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



LE MENSUEL



à

L'Anticapitaliste

Notre presse a changé de nom : **Tout est à nous !** à laissé place à **L'Anticapitaliste**.

Mais les contraintes restent... C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Les tarifs à l'hebdo seul ou à l'hebdo couplé avec la revue ont comme base les prix au numéro : 1, 2 euro pour l'hebdo et 4 euros pour la revue.

Mais il existe des formules de tarif réduit par prélèvement ou par chèque qui mettent l'hebdo à moins d'1 euro et la revue à 3 euros...

Abonnez-vous, abonnez vos amis !

Pour s'abonner avec paiement par chèque, reproduire et compléter le formulaire ci-dessous, ou télécharger un formulaire sur le site www.npa2009.org. Il est possible de s'abonner avec prélèvement automatique - voir sur le site.

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : _____ Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N° : _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

| TARIFS DES ABONNEMENTS | France et DOM-TOM | |
|---|-------------------|-------|
| | 6 mois | 1 an |
| L'hebdo L'Anticapitaliste | 28 € | 56 € |
| L'hebdo et la revue mensuelle | 50 € | 100 € |
| Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo | 20 € | 40 € |
| Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle | 38 € | 76 € |
| Abonnement à la revue mensuelle | 22 € | 44 € |

SOMMAIRE

Edito p.3

Nos vies, pas leurs profits p.4-7

- Temex Pessac, grève pour les salaires
- Grève à BPCE Martillac et Mérignac
- Non au gel des salaires !
- Sanofi Ambarès, plus de 5 semaines de grève
- Journée d'action contre l'UNEDIC et la BCE
- CGT Santé : les militants imposent leur démocratie

Politique locale p.8-9

- La cantine pour tous, maintenant !
- CHU : 220 postes en moins ?
- Départementales : le PS sanctionné
- Grand stade et Gros sous

Dans la Métropole p.10-11

- A Pessac, un premier débrayage réussi
- Le Conseil de Métropole envahi par les agents territoriaux
- « Naissance d'une Métropole » : cogestion, opacité, mutualisation...

NPA p. 12

- Congrès local du NPA 33
- Comité jeunes : cycle de topos-débats

Leur société p.13

- Attention : le cha(i)r(e) Dassault envahit l'Université
- Pour la fermeture de la centrale du Blayais

A lire, à voir p.14-16

- *Après la guerre*, Hervé Le Corre
- *Gente de bien*, Franco Lolli
- *Sous l'empire du capital*, Claudio Katz
- Réunion débat NPA : *Massacres du 8 mai 45 en Algérie, pas en notre nom !*
- *Couleurs vives*, expo. de Maité Astruc

Abonnez-vous

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX

Imprimerie : Copy Média

23 rue Francisco Ferrer - 33700 Mérignac

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Le 9 avril, une étape...

A l'heure où nous écrivons, la perspective de la journée de grève du 9 avril prend forme dans les entreprises, les services, les ateliers. Même si chacun sait qu'une seule journée ne peut être qu'un début, et bien que l'intersyndicale qui y appelle se garde bien de donner d'autres perspectives, nombre de militants veulent faire de cette journée une réussite. Pour beaucoup, c'est l'occasion de cristalliser les résistances et les luttes multiples qui se succèdent depuis des semaines dans bien des secteurs et de permettre que s'exprime à haute voix et largement la colère de l'immense majorité des salariés, des précaires, des jeunes, des retraités.

Bien des militants ont le sentiment de partir de loin et sentent là l'occasion de surmonter une part de la résignation, des déceptions qui pèsent, l'occasion d'appeler tout le monde à relever la tête et à se rassembler pour renverser le cours des choses, mettre un coup d'arrêt à la politique du gouvernement !

Le fait que la plupart des syndicats appellent à cette journée, à l'exception de la CFDT (et localement des militants et des syndiqués CFDT le regrettent), est un encouragement pour les militants. On voit des intersyndicales se reformer dans certaines entreprises où l'habitude avait été perdue depuis longtemps, comme au CHU. Des militants réécrivent des tracts communs, diffusent ensemble, et les plus combattifs, ceux qui défendent une politique lutte de classe et œuvrent depuis longtemps dans le sens de la convergence, trouvent un nouvel écho.

Quelque chose de nouveau semble possible, certes à ce jour modeste, mais qui redonne confiance plus largement dans la possibilité de lutter collectivement. Le climat social change depuis quelques mois, comme en attestent les multiples luttes pour les salaires, les conditions de travail, contre les baisses de budgets dans les services publics, touchant des catégories de salariés plus larges comme on le voit dans la grève longue et déterminée à Radio France. Une goutte d'eau peut faire déborder le vase comme à la papeterie de Bègles où la production est bloquée depuis le 16 mars suite à la tentative du patron de faire désormais tourner l'usine le 1^{er} janvier...

Réussir la journée du 9 avril, ce sera préparer la suite, et ce sera la meilleure réponse aux Valls, Sarkozy, Le Pen qui rivalisent de suffisance et de démagogie au lendemain des départementales, mais sont tous d'accord pour amplifier l'austérité, détruire ce qu'il reste de services publics, faire payer les plus précaires.

Avec 50 % d'abstention, les élections départementales ont redonné la mesure de la rupture des classes populaires avec le système institutionnel et les partis qui se sont relayés au gouvernement. Le score du FN, même inférieur à ce qu'espérait sa présidente, témoigne à la fois de cette rupture et de la désorientation de nombre d'électeurs écœurés et captés par sa démagogie crasse. Face à cette menace, au poison des préjugés réactionnaires, c'est bien l'intervention elle-même du monde du travail, de la jeunesse, des plus précaires qui changera la donne !

Le 9 avril en est une étape... pour préparer les autres.



Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org

www.npa33.org

Nos vies, pas leurs profits

Temex - Pessac

Grève pour les salaires

Temex, usine de fabrication de composants électroniques, compte 123 salariés à Pessac et appartient au groupe Exxelia (1200 salariés) depuis 2012. Après être passé par LBO France, ce groupe vient d'être revendu au fond d'investissements IK, qui cherche lui aussi à soutirer le maximum de dividendes pour les actionnaires.

Pour eux, les affaires vont bien : en 2014 Temex a augmenté son chiffre d'affaires de 5 % par rapport à 2013. Mais surtout, le bénéfice net après impôts (entre 3 et 4 millions d'euros) a connu lui une progression de 50 % par rapport à 2013 !

Mais lors de la NAO qui a démarré début mars, la direction a annoncé une enveloppe de 0,7 % en augmentation individuelle, là encore au nom de la « faible inflation »... Elle a même annoncé sa volonté de revenir sur le paiement des 3 jours de carence pour la maladie. Cela a mis le feu aux poudres et 80 salariés se sont trouvés au premier débrayage contre la provocation de la direction.

Celle-ci a commencé par menacer les militants, prétextant une diffusion de tracts soi-disant illégaux ainsi qu'un mail d'appel du personnel qui a atteint l'ensemble d'Exxelia... et rencontré un vif intérêt parmi d'autres salariés du groupe. Cela a renforcé la détermination des grévistes et après deux débrayages, la CGT, FO et la CFDT ont appelé à la grève, qui a regroupé une quaran-



taine de salariés sur les différentes équipes, bloquant l'activité de l'usine.

Après 6 jours de conflit, les grévistes ont araché pour les plus bas salaires 0,5 % d'augmentation générale ; 0,9 % d'augmentation individuelle ; une prime de 175 € et le lissage des jours de grève. Même si on est loin du compte, les salariés de Temex ont raison de se battre vu les bénéfices que dégage l'entreprise. Pendant la grève, ils ont tissé des liens avec d'autres équipes syndicales, comme l'UL CGT de Pessac, la Monnaie, les routiers... Ils ont réussi à provoquer un débrayage sur les salaires à Eurofarad, une autre usine plus importante de leur groupe. C'est cette convergence qu'il nous faut construire et amplifier pour pouvoir gagner sur les salaires.

Correspondant



Non au gel

Actuellement, les grèves pour les salaires se multiplient dans une série d'entreprises : les routiers, PSA, Safran, BPCE (Banque Populaire et Caisse d'Épargne), Sanofi, Temex, etc. Tous les salariés du privé, à l'occasion des Négociations Annuelles Obligatoires (NAO), se retrouvent confrontés à la même politique patronale.

Alors que l'inflation est nulle, voire même négative, avec une baisse « officielle » de 0,3 % des prix à la consommation sur un an au mois de février, les patrons veulent en profiter pour imposer un gel des salaires. Ils ont toute l'aide du gouvernement pour cela, lui qui maintient cette politique dans le public depuis juillet 2010 !

On assiste à nouveau à une véritable campagne sur les salaires trop « rigides » et surtout trop « élevés », puisque le « salaire net moyen » continue de grimper (+1,4 % en 2014). Bref, les salariés sont des égoïstes et des privilégiés, qui ne pensent qu'à leur salaire et pas aux emplois et au chômage !

Mais ces moyennes que les tenants de l'austérité nous agitent, tout comme les patrons dans les NAO d'ailleurs, ne veulent pas dire grand-chose. En fait, elles traduisent surtout le fait que le patronat a davantage licencié ou supprimé des postes d'ouvriers et

des salaires

d'employés que de cadres ou d'ingénieurs ces dernières années. Du coup, le « salaire moyen » a effectivement augmenté. A cela s'ajoute l'explosion de la précarité. En effet, ces postes d'ouvriers n'ont pas disparu, ils sont remplacés en grande partie par une armée d'intérimaires, payés au minimum, mais qui ne rentrent pas dans la « masse salariale » de l'entreprise.

Au-delà de ces bidonnages de chiffres, nous savons tous que les salaires décrochent depuis bien longtemps par rapport au coût de la vie et, surtout, que les retards se sont cumulés d'année en année.

L'INSEE vient ainsi de sortir ses statistiques sur les salaires 2012 par exemple. En tenant compte de l'inflation « officielle », qui est loin de refléter la réalité des prix de première nécessité, le salaire moyen a baissé de 0,4 % (une première depuis 1996) et le salaire médian (qui partage les salariés en deux groupes identiques) de 0,6 %. Pendant ce temps, avec 64,4 milliards d'euros en 2014, les entreprises du CAC40 ont enregistré une hausse des profits de 37 % ! Alors inflation nulle ou pas, nous avons tous besoin d'augmentations de salaires, dans le privé comme dans le public.

Laurent Delage

Grève à BPCE Assurances Martillac et Mérignac



Le 24 mars, l'intersyndicale du groupe BPCE appelait à une journée de grève pour les salaires et les conditions de travail. Une journée très suivie sur les deux sites de Martillac et Mérignac, qui gèrent les déclarations de sinistres et les contrats... car BPCE ce n'est pas que la banque mais c'est aussi l'assurance.

Sur ces sites, le personnel, majoritairement des télégestionnaires travaillant sur des plateformes, est essentiellement féminin, avec des salaires bas malgré leurs qualifications. Et même si sur ces sites, il y avait peu de tradition d'organisation, la grève a été majoritaire et la colère s'est largement exprimée dans les rassemblements sur les parkings puis à Bordeaux.

Les conditions de travail y sont difficiles (manque de personnel vu le nombre de dossiers à traiter ; interruptions des tâches pour répondre au téléphone, etc.). Les salarié-e-s sont exposé-e-s aux récits de situations pénibles subies par les assurés, avec dommages matériels ou/et corporels, deuils... souvent sans avoir été préparé-e-s et sans les conditions nécessaires à cette écoute... Sans compter que les délais dans le traitement de dossiers (qui peuvent être de plusieurs mois !) entraînent mécontentement et colère d'assurés.

A cela s'ajoutent la pression managériale, des remaniements d'équipes, des objectifs qui varient, impossibles à tenir, qui font que

des personnels « craquent », tiennent avec des médicaments, des arrêts de travail... C'est tout cela que les grévistes ont dénoncé le 24 mars, réclamant non seulement de vraies hausses de salaire pour tou-te-s mais aussi des recrutements et les moyens nécessaires à leur travail.

Correspondant-e-s

BPCE, c'est 18 Banques Populaires, 17 Caisses d'Épargne, le Crédit foncier, Natixis, la Banque Palatine... soit le deuxième groupe bancaire français qui se flatte de « contribuer au financement de 20 % de l'économie française »... tout en gardant un « statut coopératif » !

Quelques chiffres pour juger du côté « populaire » et « coopératif » du groupe : en 2014, Natixis a reversé à ses actionnaires 87 % des bénéfices... Quant au Président de BPCE, François Pérol, il a été mis en examen suite à sa nomination à la tête du groupe par Sarkozy en 2009 et vient d'être renvoyé en correctionnelle pour « prise illégale d'intérêt ». Il encourt deux ans d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende... Cela n'a pas empêché le conseil de surveillance de BPCE de lui renouveler sa confiance jusqu'en 2017, d'augmenter sa rémunération de 29,4 % en 2013 et de lui verser 851 858 € de part variable en ce début d'année... No comment !

Nos vies, pas leurs profits

Sanofi Ambarès

Plus de cinq semaines de grève

Elle a démarré suite à l'instauration de « *forfaits mensuels incompressibles* ». La direction a décidé de ne plus payer une prime sur la base de la déclaration de durée d'exposition à des produits dangereux par des personnels portant depuis toujours des équipements de protection (masques, casques, protections auditives), mais sur une base forfaitaire, prétextant des « abus » ! Ce qui a entraîné une perte de 100 à 200 € au moins pour ces employés.

Depuis le 23 février, la CGT organise deux débrayages et un rassemblement quotidiens, et des « *jeudis de la solidarité* » avec tente et barbecue devant l'usine, ce qui réunit une centaine de salariés et de soutiens. La remise en cause de la prime a soulevé plusieurs autres problèmes. Les grévistes ont ainsi lancé des enquêtes sur la nocivité des produits auxquels ils sont exposés. Dans d'autres sites, comme à Sisteron (04), ils ont réussi à arracher récemment une augmentation de 80 € pour tous. Les Sanofi d'Ambarès tiennent bon, car ils savent que l'argent existe pour maintenir la prime.

Le géant de la pharmacie n'est en effet pas sur la paille : c'est le moins qu'on puisse dire, comme l'a éclairé la diffusion de l'émission sur les profits distribués aux actionnaires après avoir supprimé plus de 4800 emplois en 5 ans. Il affiche des chiffres qui donnent le tournis : 40 milliards de bénéfices, un chiffre d'affaires de 33,8 milliards en hausse de 4,9 % et 5,5 milliards distribués aux actionnaires : divisés par le nombre d'employés du groupe à travers le monde, cela fait 50 000 € versés grâce au travail de chaque ouvrier !

Mais comme cela n'a pas l'air de suffire, un « bonus de bienvenue » a été promis au nouveau PDG (sous prétexte qu'il a couru

beaucoup de risques en quittant son ancienne entreprise !), ce Monsieur toucherait entre 3 et 4,2 millions d'euros par an. A Sanofi, l'argent ne sert ni pour la recherche, dont la part diminue sans cesse, ni pour augmenter ou maintenir les salaires. Et en plus, ils touchent de l'argent public, comme ici à Ambarès, qui a reçu 36 millions d'euro au titre du CICE en 2013 !

Au moment où nous écrivons, la grève entame sa sixième semaine.

Correspondance



Extrait d'un tract des grévistes

Journée d'action contre l'Unedic et la Banque...

Ce 18 mars, il y avait une double mobilisation contre la Convention Unedic et contre la BCE, le lien entre la politique d'austérité menée par la banque européenne et le chômage étant évident.

A Bordeaux, nous étions une trentaine (A.C !, Apeis, Cipg, Cgt, Sud...) pour un rassemblement militant Place de la Comédie. Sur l'Unedic, nous tenions à dénoncer les « droits rechargeables » qui concernent 500 000 demandeurs d'emplois selon les chiffres de l'Unedic elle-même et imposent d'épuiser les droits ouverts avant de toucher des indemnités calculées sur un salaire plus élevé. L'exemple concret du chômeur percevant une allocation calculée après une ouverture de droits sur un bas salaire de job d'étudiant alors qu'il a validé depuis de meilleurs droits après un autre contrat de travail. Pour ce réel problème il devait d'ailleurs y avoir une réunion patronat-syndicats ce 18 mars... annulée la veille par le Medef ! « *Ils nous ont vendu l'amélioration et en réalité ils veulent faire des économies* » explique une militante sur cette Convention Unedic 2014 dont nous demandons toujours l'abrogation en rappelant chaque fois que 6 chômeurs sur 10 ne sont pas indemnisés !

Sur la BCE, il y avait l'appel du collectif Blockupy pour protester contre l'inauguration à Francfort du nouveau siège de la BCE. Dans la ville en état de siège (des milliers de Crs allemands) ils ont été 20000 manifestant(e)s à dénoncer les politiques d'austérité imposées pour faire payer les crises du capitalisme aux travailleurs.

La mobilisation doit continuer, converger et se généraliser comme nous le dirons le 9 avril qui vient pour la journée intersyndicale.

Jacques Raimbault

Nos vies, pas leurs profits

Congrès de la fédération CGT santé et de l'action sociale Quand les militants imposent leur démocratie !

Du 23 au 27 mars avait lieu le 11^{ème} congrès de la fédération CGT de la santé et de l'action sociale. Ce congrès a débuté dans un contexte de crise. En janvier dernier, suite à la démission de T. Lepaon, les militants avaient exprimé le fait de ne pas soutenir les propositions de l'équipe Martinez (actuel dirigeant de la confédération) ; mais la représentante de la fédération à la commission exécutive confédérale n'a pas respecté son mandat. Cela a été vécu comme un déni de démocratie ! C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Déjà, les critiques fusaient sur la politique de la fédération, très attentiste, alors que le gouvernement Hollande accélère la politique d'austérité dans la santé notamment avec la loi Touraine. Celle-ci vient d'annoncer la suppression de 22 000 postes à l'hôpital et 3 milliards d'économies en 3 ans.

La dernière action nationale date de juin 2013. Rien depuis, alors que des luttes ont lieu dans des établissements pour dénoncer les conditions de travail de plus en plus difficiles et insupportables, sans que la direction fédérale ne fasse quoi que ce soit pour essayer de les faire connaître et converger.

Un élément déclencheur

En janvier dernier, 24 militants de la CE sortante avaient signé une déclaration dénonçant le manque de démocratie dans la fédération : une brèche dans laquelle une majorité de délégués s'est engouffrée. L'un d'entre eux a lu un texte pointant le besoin de « *retrouver une ambition de combat...* », posant la question : « *comment pouvons-nous porter la démocratie dans les établissements et les services, si nous sommes incapables d'en faire la preuve en interne ? Cette logique d'appareil s'oppose à la logique des luttes que nous réclamons* ».

Nous étions 419 délégués ; pour 63 %, c'était leur premier congrès fédéral. Durant tout le congrès, nous avons exprimé la nécessité d'une fédération démocratique, de préparer l'offensive pour faire reculer le gouvernement et les patrons du secteur privé.

Les votes de congrès ont confirmé la colère des militants. Le discours de la N. Gamiochipi, secrétaire générale sortante, n'a été adopté qu'à 68 %. Le bilan d'activité a été rejeté à 56,3 %. Le bilan financier a aussi été rejeté : 226 contre ; 161 pour. Une première !

Le texte d'orientation amendé a été voté à 85,3 %. Alors que le texte initial ne comportait même pas le mot lutte, il donne maintenant le ton : « *impulser une meilleure coordination de notre activité dans toute la CGT, une orientation lutte de classes, coordonner, soutenir les luttes et préparer les mobilisations d'ampleur nécessaires contre le patronat et le gouvernement, qui n'ont jamais été aussi offensifs contre les salariés.* »

La lutte pour faire respecter la démocratie

Dès le début, le bureau de congrès a essayé de passer en force. L'élection de la commission des candidatures à la CE a été symptomatique. Dès le premier jour, « accueillis » par le service



d'ordre, nous avons à près d'une centaine dû envahir l'estrade pour imposer l'élection d'une commission ouverte majoritairement aux délégués des régions.

La commission, finalement réunie, n'a pu travailler jusqu'au bout puisque le départ de N. Gamiochipi et ses alliés l'ont quitté lorsque sa candidature a été remise en question.

Alors que la commission restante avait proposé que les délégués élisent la CE à partir de toutes les candidatures (84 en tout), le bureau de congrès a proposé une liste de 54 militants ; une proposition accueillie au cri de « *nous voulons les 84* » ou « *49,3* ». Les représentants des régions à la commission ont encore dû envahir la tribune pour exiger le micro qu'on leur refusait.

La nouvelle secrétaire générale, M. Stivala qui avait aussi demandé à intervenir, s'est rendue à la tribune avec d'autres militants. Là aussi, le micro a été coupé.

Les militants du POI avec qui nous avons bataillé au congrès précédant pour une orientation plus offensive de notre fédération, ont tourné leur veste. Ils ont totalement soutenu l'ancienne direction qui leur avait promis des postes à la CE et au bureau, acceptant même de jouer les gros bras au service d'ordre pour empêcher les délégués de monter à la tribune.

Ce n'est qu'un début...

Nous avons collectivement imposé la démocratie dans notre fédération, et balayé l'ancien bureau. Cette situation révèle à quel point les militants sont révoltés et prêts à se battre pour un outil utile aux luttes.

La nouvelle secrétaire M. Stivala a été élue par 21 voix contre 17 voix pour C. Prudhomme (soutien de N. Gamiochipi).

La suite dépendra de notre capacité à faire vivre la démocratie à tous les niveaux dans la CGT pour que les militants, les travailleurs, se réapproprient leur syndicat.

Isabelle Larroquet

La cantine pour tous, maintenant !

Une nouvelle proposition de loi vient d'être votée le 12 mars à l'initiative des radicaux de gauche. Elle institue l'obligation d'accueillir tous les enfants qui le demandent à la cantine, sans écarter ceux dont un ou les parents sont au chômage ou au RSA, comme c'était le cas dans de nombreuses communes comme à Bordeaux en 2012, où Juppé a été obligé de céder face à la mobilisation des parents.

La nouvelle proposition de loi dit : « L'inscription à la cantine, lorsque ce service existe, est un droit pour tous les enfants scolarisés. Il ne peut être établi aucune discrimination selon leur situation ou celle de leur famille ». Elle précise que les refus d'accès aux enfants de chômeurs « revient à discriminer, voire à stigmatiser des familles déjà en difficulté ».

L'exclusion d'enfants de chômeurs est « une atteinte à l'activité des femmes », a souligné aussi à juste titre la communiste

Marie-George Buffet. C'est d'autant plus vrai dans les communes de quartiers populaires où il y a beaucoup de femmes qui ont très peu accès à l'emploi, et en particulier les femmes immigrées et celles, nombreuses, qui sont responsables de familles monoparentales.

Ce débat parlementaire a fortement déplu aux élus de l'UMP à Lormont, une conseillère municipale ironisant sur la cantine qui ne serait pas « l'idéal absolu » pour « l'apprentissage de la qualité de l'alimentation », toutes les familles ne faisant pas « des repas chips », voulant dire que c'était très bien de manger à la maison (quand on a quelqu'un pour faire à manger et de quoi bien se nourrir, détail !) et émettant des doutes sur la sociabilisation que permet l'interclasse. Quel mépris pour les familles pauvres dont les enfants sont exclus de la cantine, et qui n'ont donc droit ni aux repas

équilibrés, ni au temps de socialisation qui les accompagne, surtout quand, de surcroît, ils ne peuvent participer aux activités périscolaires payantes !

Alors, il serait temps que les élus des partis qui votent à l'unanimité ces propositions de lois les appliquent vraiment dans leurs communes ! A Lormont, par exemple, depuis 1996, les enfants dont les parents sont au chômage, au RSA ou en congé maternité n'ont pas le droit de manger plus de deux jours par semaine à la cantine, soi-disant faute de place.

Alors, plutôt que d'accepter tête basse les coupes sombres du gouvernement dans le budget (parce que c'est la loi, dit la majorité socialiste, communiste et Verts), la commune doit appliquer le droit à la cantine pour tous, en exigeant des moyens pour agrandir les locaux, voire construire d'autres écoles si nécessaire.

Monica Casanova

Austérité dans les hôpitaux

220 postes en moins au CHU ?

Les budgets hospitaliers, en déficit depuis des années, vont être ponctionnés de 3 milliards d'euros supplémentaires d'ici 2017 au titre du pacte de responsabilité. Cela représente 22 000 suppressions de postes !

Pour le CHU, les syndicats ont calculé que cela ferait 220 postes. Dans les services, on a du mal à imaginer de nouvelles restrictions tellement la situation est déjà tendue. La direction a entrepris il y a un an la réévaluation permanente des effectifs. Quasiment plus aucune absence n'est remplacée. La direction est obnubilée par les taux moyens d'occupation des lits et diminue les effectifs dès que le taux baisse, peu importe qu'en cas de rush on n'ait plus de lits disponibles ! Elle voudrait adapter en continu effectif et taux d'occupation et vient dans ce sens d'innover : une unité de soins intensifs cardio de Saint-André va passer de 10 à 8 lits de juin à octobre, mois

où « statistiquement » il y a eu moins d'hospitalisations les années passées... Pendant ces mois, des personnels du service iront boucher des trous à Haut-Lévêque... « au volontariat » !

Quant aux congés d'été qui doivent être validés fin mars, beaucoup se voient refuser la période programmée et imposer des jours dont ils n'ont pas besoin.

Récemment, la Direction du CHU expliquait aux syndicats que grâce à sa politique, le déficit 2014 serait inférieur à celui de 2013... Aujourd'hui, elle explique tranquillement qu'il faut continuer à tailler dans le vif. Mais dans les services, le climat est en train de changer.

I.U.



Départementales en Gironde

Ici aussi, le PS est sanctionné

Les médias locaux ont eu beau insister sur le recul moins grave que prévu pour le PS, en Gironde aussi, après 40 ans de Madrellie, le PS a été sanctionné pour la politique de son gouvernement.

Au 2nd tour, le PS garde malgré tout la majorité des cantons, et dans certains de peu, du département (22 sur 33, contre 47 sur 63 cantons dans le Conseil général sortant).

Comme dans plusieurs départements du sud-ouest, l'UMP ne profite pas autant qu'ailleurs de la sanction générale du gouvernement. Sa progression est faible, en passant de 13 cantons sur 63 à 10 sur 33, et le poulain de Juppé pressenti pour être président du département a été battu.

C'est, ici aussi, le FN qui a le plus profité de la sanction du PS. Au 1^{er} tour, le FN était arrivé en tête dans 3 cantons (Libournais-Fronsadais ; Nord-Libournais ; Nord-Médoc) et il avait pu se maintenir dans 11 autres, Cenon, Lormont, Nord-Gironde, Réolais, Entre-deux-mers... La menace qui s'était dessinée au moment des municipales se renforce, avec une présence sur tous les cantons, et un résultat de 22,72% sur

l'ensemble du département. Après le 2nd tour, il obtient deux élus, à 150 voix près, dans le Nord-Médoc.

EE-LV a fait le choix de l'alliance avec le PS sur trois cantons et il obtient ainsi trois élus. Dans d'autres, ils présentaient des candidats autonomes, tous battus au 1^{er} tour. Des calculs qui ne surprennent pas, au moment où une majorité se dessine au sommet des Verts pour un retour au gouvernement...

Le PCF perd ses trois élus, malgré un score à 8,05 % au 1^{er} tour sur le département, et n'a pas pu se maintenir sur les cantons (redécoupés) où il faisait ses meilleurs scores. Son secrétaire départemental a d'abord annoncé que, pour un appel à voter PS au 2nd tour, « cela se fera sur la base d'un projet et d'engagements »... puis, sans qu'on voit le projet, il a donné une consigne générale pour « battre la droite ». Un seul candidat a annoncé son refus de soutenir le candidat PS au second tour, mais la direction du PCF 33 a précisé que c'était une position personnelle.

F.M.

Grand Stade et gros sous !

Pour payer cette grande construction, la mairie de Bordeaux devait finaliser ses emprunts avec les banques en 2014 à un taux à l'époque de 1,2 %. Mais l'emprunt a été retardé à cause d'un recours contre le financement de ce Stade déposé par l'opposant socialiste Rouveyre. Ce n'est donc que maintenant que ces emprunts sont finalisés, avant la livraison du chantier le 30 avril, avec une conséquence inattendue : un meilleur taux à 0,25 % qui entrainera une économie de 1,9 millions par an soit 58,9 millions au bout des 30 ans de paiements au constructeur SBA (Société Bordeaux Atlantique) filiale de Vinci et Fayat.

Juppé expliquait en 2013 qu'à cause du recours la facture serait plus lourde de 30 millions... car les taux augmenteraient !

Dans ce vaudeville municipal, Juppé n'en est pas à dire merci à Rouveyre qui sans être responsable de la baisse des taux bancaires permet cette économie. Maintenant, la mairie lui reproche un surcoût de 2,7 millions exigé comme garanties par les banques car le recours au Conseil d'Etat est toujours en cours !

Toute cette histoire nous montre bien le côté aléa-

toire de ce type de contrats entre les villes, les grandes entreprises et le système bancaire, soumis aux marchés financiers sur lesquels personne n'a aucun contrôle.

La seule chose limpide là dedans c'est que pour les entreprises capitalistes, constructeurs et banquiers, ces grands chantiers sont la poule aux œufs d'or ! (voir *Anticapitaliste* ! n°53 sur les PPP).

J.R.



Bordeaux
et son Nouveau Stade

Un stade fonctionnel et adapté au business

- 60 loges élégantes et modernes avec balcons privatifs
- 6 salons avec chacun une décoration spécifique et terrasses associées
- Plus de 4 000 places destinées aux VIP
- Vue panoramique sur le terrain pour l'ensemble des prestations
- Proximité de l'aire de jeu
- Un parking dédié jouxtant le stade avec plus de 1 000 places destinées aux entreprises

Extrait de pub sur le site du Nouveau Stade... vive le sport business !

Dans la métropole

A Pessac, un premier débrayage réussi

Le 20 mars dernier, une soixantaine d'agents municipaux en grève se sont réunis devant la mairie de Pessac à l'appel de la CGT pour protester contre les conditions de la « mutualisation » au sein de la Métropole de certains services jusque là municipaux. 193 agents de la ville de Pessac (sur un millier au total en comptant les précaires) vont devenir salariés de Bordeaux Métropole (BM) au 1^{er} janvier 2016, et déménageront un peu plus tard quand BM leur aura trouvé de nouveaux locaux... Sont concernés les services de l'urbanisme, de l'environnement (espaces verts, propreté de la voirie...), l'informatique, les finances, les services en régie (dont le CTM, centre technique municipal), le tourisme, les moyens généraux (magasin)...

Le maire de Pessac veut être un des premiers à s'engager dans la Métropole (avec Juppé à Bordeaux et Anziani à Mérignac). 20 % des effectifs de la commune seraient donc directement concernés, ne sachant ni où ils vont tra-

vailer, ni comment, ni avec quel salaire !

En effet, les collègues concernés n'ont aucune garantie sur leurs futures conditions de travail, les postes sur lesquels ils vont se retrouver (la mairie aurait fourni leurs fiches de poste actuelles à BM mais les salariés sont dans le flou complet). Quant aux salaires, si le salaire de base est identique dans toutes les collectivités locales, les indemnités, elles varient en fonction des moyens budgétaires des communes... et du rapport de forces local. Or à Pessac, depuis la grève de 2006 (qui au bout de quinze jours de débrayages quotidiens avait permis d'obtenir que chacun, titulaires comme précaires, touche un minimum de 150 euros alors que beaucoup n'avaient rien), les indemnités de certains agents sont plus élevées que celles des agents de BM... Et si Juppé a assuré que leurs indemnités supérieures



seront bien conservées en l'état, elles stagneront (alors que jusque là elles augmentaient chaque année proportionnellement à l'inflation).

Autre préoccupation des grévistes : les services sont aujourd'hui assez facilement accessibles au public au niveau de la mairie, mais demain quand ils auront été regroupés ailleurs ?

Malgré le froid et la luminosité en berne (le rassemblement avait lieu en même temps que l'éclipse...), ce premier débrayage sur le sujet était plutôt vécu comme une réussite vu sa préparation très rapide.

I.U.

Le Conseil de Métropole envahi par les agents territoriaux

Toujours le 20 mars, plusieurs centaines d'agents de la Métropole et de la ville de Bordeaux ont envahi le Conseil qui devait théoriquement adopter ce jour-là le schéma de mutualisation.

Ils étaient encouragés par le choix de certains élus de retarder le processus, tel David, maire de Cenon, qui avait la veille accepté de ne pas mettre ce point à l'ordre du jour du « Comité technique paritaire », instance dont l'avis (quel qu'il soit) est obligatoire pour pouvoir soumettre un projet au vote au conseil de Métropole. Un geste (soutenu par d'autres élus tels Hurmic) qui ne visait pas à empêcher le processus mais simplement à donner plus de temps aux différentes communes pour essayer de préserver ce qu'elles espèrent pouvoir sauver... sans compter les rivalités des différents maires entre eux, y compris au sein du PS (les attitudes respectives d'Anziani et David illustrent). Le tout sur fond de campagne électorale et de grande turbulence...

Mais quoi qu'il en soit, cette petite fronde a donné de l'écho aux inquiétudes et aux exigences des salariés. Car pour les agents de Bordeaux Métropole comme pour les autres les inconnues sont nombreuses pour ce qui est de leurs condi-

tions de travail, du temps de travail et des salaires. Car dans le public comme dans les boîtes privées, mutualisation rime le plus souvent avec nivellement par le bas. Or les agents de BM ont une durée annuelle de travail de 1 543 heures au lieu de 1 607 dans la plupart des collectivités. Et si Juppé s'est engagé à ce que les futurs salariés qui intégreront BM aient une mise à niveau de leurs indemnités si elles sont inférieures, il est hors de question d'aligner tout le monde sur 1543 heures. Comment alors ne pas craindre que cet acquis soit, à court ou moyen terme, remis en cause ?

Juppé n'a pas eu d'autre choix ce coup-ci que de lever la séance du Conseil de Métropole et la mutualisation ne pourra pas être adoptée avant plusieurs mois. Mais les maires de la Métropole, pas plus David que les autres, ne sont pas opposés à cette mutualisation (27 des 28 Conseils municipaux l'ont déjà approuvée), ils n'en contestent que le rythme et ont du mal à assumer une politique dont ils sont par ailleurs totalement solidaires et partie prenante... Le respect des droits des salariés comme des usagers ne pourra venir que de leur mobilisation, et ils en sont bien conscients !

I.U.

« Naissance d'une Métropole » : cogestion, opacité, mutualisation...

Le *Journal de la CUB* est devenu *Journal de Bordeaux Métropole* et son numéro du 1^{er} trimestre 2015 titre fièrement : « *Naissance d'une Métropole* »... Mais qu'on ne s'attende pas à y apprendre quoi que ce soit sur les processus en œuvre pour ce changement de statut, ni sur leurs conséquences pour les agents territoriaux et les usagers...

Mascarade de démocratie

Depuis janvier, les manœuvres sont en route, dans les Conseils municipaux, pour formaliser le transfert de diverses compétences des communes à la métropole. C'est une mascarade : nombreuses sont ces compétences qui sont devenues de droit pour les métropoles avec la loi MAPAM (voir encart) de janvier 2014. Les mairies en seront donc déchargées à terme, même si des Conseils municipaux veulent s'y opposer.

Et la liste est longue : « *développement et aménagement économique, social et culturel* » ; « *aménagement de l'espace métropolitain* » ; « *politique locale de l'habitat* » ; « *politique de la ville* » ; « *gestion des services d'intérêt collectif* » ; « *protection et mise en valeur de l'environnement et de la politique du cadre de vie* ».

Sous ces titres globaux, ce sont en fait toutes les fonctions importantes de la vie de la collectivité qui sont transférées des Conseils municipaux au Conseil de la Métropole, plus précisément à son exécutif.

Pour le détail, voir <http://www.gouvernement.fr/action/les-metropoles>.

Dès la mise en place du Conseil de feu la CUB, à l'issue des municipales de 2014, Juppé avait préparé la « naissance » de Bordeaux Métropole, jouant la cogestion, intégrant à son exécutif des représentants de tous les groupes politiques représentés, comptant sur eux pour faire passer en douceur la mise en œuvre de la réforme au niveau de chaque Conseil municipal. Le pari était,

en apparence, d'autant moins risqué que bien des compétences devenues de droit pour la métropole avaient été depuis longtemps transférées à la CUB par décision des Conseils municipaux, et pas des moindres : eau et assainissement, ramassage scolaire, transports publics... La « démocratie locale » pouvait continuer à dormir tranquille et les pouvoirs à se concentrer entre des mains de moins en moins nombreuses...

Après MAPAM, NOTRe...

La loi MAPAM (modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles), préparée par le gouvernement Ayrault, prétendait remettre en cause les lois Sarkozy sur la réforme territoriale auxquelles s'était opposé le PS quand il était dans l'opposition. Mais elle ne faisait en réalité qu'en modifier certaines modalités sans en changer le fond. Elle reprenait en particulier le volet sur les métropoles, d'où le terme « affirmation des métropoles ».

A peine votée, la loi MAPAM était remise en cause par Hollande et le nouveau premier ministre Valls, dès le lendemain de la claque des municipales de 2014. Certains aspects des lois Sarkozy supprimés par la loi MAPAM revenaient à l'ordre du jour, accompagnés de l'annonce tonitruante de la division du nombre de régions par deux, et de la suppression des départements à l'horizon 2020.

Un an plus tard, le projet de Hollande-Valls a connu de nombreuses péripéties au gré de ses passages devant députés et sénateurs. Il se poursuit cependant comme en témoigne la validation du nouveau découpage des Régions et la « métropolisation » en cours. Une nouvelle loi est en cours d'élaboration et s'appelle désormais « NOTRe » (pour « nouvelle orientation territoriale de la République »)...

Un sigle chasse l'autre, mais c'est la même politique antidémocratique, austéritaire, qui se poursuit.

Mutualisations, au service des politiques d'austérité

Et tout se serait passé certainement dans la plus parfaite opacité si quelques grains de sable ne s'étaient pas glissés dans les rouages, avec la contestation des agents territoriaux de Pessac, de Bordeaux et de la métropole contre les conséquences de la mutualisation de certains services sur leurs propres conditions de travail et de salaire, ainsi que sur le service rendu au public.

En concentrant certains services au niveau de la Métropole, ce sont à terme des centaines d'emplois qui sont menacés dans les communes. La manœuvre consiste aujourd'hui à déplacer le personnel des anciens services des Mairies vers ceux de la Métropole. Mais cela ne fait que préparer l'étape suivante, celle des « économies d'échelle », avec toutes les ficelles bien connues : changements de services, non remplacement des départs à la retraite...

Et ce qui se passe aujourd'hui au niveau des Métropoles se trouvera démultiplié demain avec la mise en place de la réforme au niveau des Régions et des Départements, ainsi d'ailleurs qu'avec la réforme des intercommunalités dont le seuil minimum devrait passer de 5 000 à 20 000 habitants, et dont les dotations de l'Etat pourraient être proportionnelles à un « coefficient de mutualisation » mesurant la bonne volonté des édiles locaux à sabrer dans les effectifs.

Avec la mise en œuvre de la métropolisation se révèle ainsi à quel point la réforme territoriale en cours est une arme de l'Etat contre les travailleurs et la population. En se mobilisant, les agents territoriaux ont apporté la seule réponse qui vaille. Cela ne peut-être qu'un début !

Daniel Minvielle

Congrès local du NPA 33

Samedi 21 mars, le NPA33 tenait son congrès local. Quelques semaines après le congrès national où se sont discutées les orientations politiques du parti, il s'agissait de faire les bilans du fonctionnement et de l'activité de notre groupe départemental pendant les deux dernières années et de discuter des tâches qui nous attendent pour répondre au mieux aux exigences d'une situation politique et sociale qui ne cesse de se dégrader pour les classes populaires.

Ce « point d'étape » nous a permis de mesurer collectivement que, malgré des difficultés qui sont celles de tout le mouvement social aujourd'hui, le NPA33 occupe une place importante sur le terrain militant anticapitaliste.

Et cela aussi bien à travers nos interventions propres que dans de nombreux cadres unitaires dans lesquels nous cô-

toyons diverses autres organisations associatives, syndicales et politiques, tout en gardant le fil de notre indépendance politique vis-à-vis du pouvoir PS-ME-DEF et de ses soutiens locaux.



Nous avons pu voir aussi dans quelle mesure nos interventions répondent

à une attente bien réelle, comme en témoigne la sympathie rencontrée sur les marchés, dans les cités, devant les entreprises.

Plus que jamais, alors que la politique du PS au pouvoir démolit les classes populaires et fait le lit de la droite et de l'extrême droite, il est indispensable que des voix de classe se fassent entendre, défendant clairement l'idée que la seule issue à la régression sociale et politique est dans la prise en main, par les travailleurs, les jeunes, les chômeurs, les précaires de la défense de leurs propres intérêts.

C'est dans ce sens que nous allons continuer à travailler, en prenant toute notre place dans cette perspective politique anticapitaliste.

D.M.

Comité jeunes

Cycle de topos-débats

Dans cette période de montée des idées réactionnaires et anti-sociales, il est nécessaire de pouvoir se retrouver pour discuter des fondements du capitalisme afin de s'organiser en conséquence.

Le capitalisme est le système dans lequel nous vivons, il est pourtant loin d'être aisé à comprendre dans sa complexité. Il concerne en effet de nombreux domaines de la société, et à différentes échelles.

C'est pourquoi le comité jeunes NPA de Bordeaux organise jusqu'à la mi-avril un cycle de topos-débats sur la fac de Bordeaux-Montaigne et en centre-ville au local du NPA autour de la question *Le capitalisme est-il rationnel ?*

Ces moments seront constitués de courts topos d'une vingtaine de minutes,

mettant en évidence les liens profonds qu'entretient le capitalisme avec chacun de ces sujets, suivis par un débat.

Les thèmes abordés seront :

- **Quelle place pour l'écologie sous le capitalisme ?** : nous présenterons en particulier le piège du capitalisme vert, et l'état actuel des luttes.
- **Quels liens entre racisme et capitalisme ?** : nous parlerons de l'origine historique et de l'évolution du racisme, de son rôle et de ses vecteurs.
- **Aujourd'hui, des guerres pour maintenir la paix ?** : nous montrerons le double jeu et les intérêts réels des puissances occidentales partout dans le monde, et en particulier en Afrique et au Moyen-Orient.

- **Doit-on accepter les inégalités économiques ?** : nous montrerons qu'au vu de l'augmentation de la production – et donc des richesses – au niveau mondial, il n'a jamais été autant possible de satisfaire les besoins de tou-te-s.
- **Luttes féministes et LGBT : pourquoi il faut encore lutter ?** : nous présenterons les enjeux actuels des mouvements contre les discriminations de genre, et comment leurs luttes anti-patriarcat se concrétisent aujourd'hui.
- **L'art n'est-il qu'un outil du capitalisme ?** : nous étudierons l'évolution de l'Art révolutionnaire à travers les périodes historiques, et sa récupération par le capitalisme.

Pour toute info : jeunes@npa33.org

Attention : le cha(i)r(e) Dassault envahit l'université !

L'inauguration d'une nouvelle chaire à récemment eu lieu à Sciences Po Bordeaux.

La chaire, c'est un partenariat entre le secteur privé et l'enseignement supérieur (en manque d'argent). La « chaire Défense et Aérospatial ! », ce sont trois preux chevaliers du nom de Thalès, Dassault et Safran, capables à eux trois de produire assez d'armes pour faire disparaître l'ensemble de la population humaine, qui ont signé un accord avec l'IEP pour permettre une rentrée d'argent en ces temps de réduction budgétaire.



En échange d'un (très très) gros chèque, l'IEP organise des cours sur des thèmes précis, et co-dirige les thèmes abordés avec le généreux donateur : les 4^{ème} année ont donc un cours sur « l'économie de la défense » et les nouveaux entrants une conférence obligatoire sur l'armée et ses interventions, digne de la JAPD (journée d'appel à la défense pro militaire).

« Contribuer à la réflexion stratégique », « développer une posture de défense en adéquation avec les menaces », « diffuser la connaissance sur les questions sécuritaires (sic) », « comprendre le sens des engagements

nationaux » sont les beaux engagements menés de concert par les deux parties. En bref, si on est un fan de Rafales, d'interventions guerrières au Moyen-Orient et qu'on cherche à comprendre pourquoi la France et ses grosses compagnies devraient vendre plus d'armes – autrement dit « améliorer la visibilité de l'économie de défense » (!) – les étudiant-e-s y trouveront un bonheur au quotidien.

Et si ils-elles ne sont pas fans des conflits armés et de l'odeur du sang, la chaire viendra à eux-elles malgré tout : elle se propose de « faire le lien entre les Français et leurs armées » et de « promouvoir l'esprit de défense ».

Le danger que fait peser cette chaire sur un enseignement public et critique à l'IEP est évident. Par ailleurs, c'est aussi le développement d'une nouvelle manne financière pour notre établissement (chose qui se fait aussi de plus en plus dans les universités aujourd'hui), c'est le financement sur la formation continue (ex : salarié-e-s de Dassault, Thalès, Safran...). Là encore, les entreprises paient des formations pour des salarié-e-s, mais au contenu pédagogique souvent... creux. Le privé et toujours le privé pour financer l'enseignement supérieur aujourd'hui.

Le représentant de la chaire ainsi que l'administration de l'IEP l'ont assuré à Solidaires Etudiant-e-s (2^{ème} force syndicale à Science Po) : la position du syndicat est une « position de principe », et ils affirment « nous ne nous vendons pas au grand Capital », les armes « ne se commercialisent pas comme d'autres produits » et il n'y a « aucun risque pour l'indépendance de l'enseignement ».

Ou comment nous apprendre que l'industrie de l'armement a des penchants mécènes et philanthropes désintéressés.

Chloé

Pour la fermeture de la Centrale du Blayais

Au Conseil municipal de Lormont, l'élu Vert a été à l'initiative d'une motion reprise par la majorité socialiste et communiste pour l'augmentation du périmètre de sécurité de la Centrale du Blayais de 40 à 80 km.

Bien que tardive, une telle motion reflète une prise en compte des risques que fait courir cette centrale nucléaire à toutes les populations environnantes. En ce sens, c'est une avancée. Il s'agit en effet d'une centrale parmi les plus anciennes, comme celle de Fessenheim, dont la fermeture nécessaire a été une des promesses non tenues par François Hollande.

Depuis longtemps, le réseau Sortir du nucléaire et l'association Tchernoblaye ne cessent à juste titre de dénoncer les nombreux dysfonctionnements et dangers dus à l'âge de cette centrale, et pointent les alternatives

possibles en matière d'énergies nouvelles pour permettre aux salariés des centrales nucléaires de retrouver un travail après leur fermeture.

C'est pourquoi la question n'est pas tant jusqu'à quel rayon il faudra prendre des pastilles d'iode, 40 ou 80 kilomètres, cela semble si dérisoire ! La question est plutôt quand va-t-on enfin fermer ces centrales dont les risques et dangers mortels sont maintenant plus qu'avérés, et pas seulement pour les associations écologistes, mais pour une majorité, après la tragédie de Fukushima dont on n'a pas encore mesuré à ce jour tous les ravages sur les populations et la nature.

C'est pourquoi je me suis abstenue sur cette motion.

M. Casanova, élue NPA



A lire, à voir

Après la guerre

Hervé le Corre - éditions Rivages, collection Thriller

Le dernier roman noir, très noir d'Hervé Le Corre a pour cadre Bordeaux des années 50. Les trois principaux personnages ont des vies percutées par les guerres.

André, tel un fantôme (il a été donné pour mort) revient pour se venger du commissaire Darlac qui l'a envoyé lui, sa femme juive et sa fille à Auschwitz dont elles ne sont pas revenues.

Darlac, mouillé jusqu'au coup dans la collaboration, a organisé la traque des juifs et des résistants. Par des tactiques politiques de dernière heure, il a échappé à l'épuration. Il règne alors sur un réseau de truands qu'il manipule ou trucidé suivant ses intérêts.

Daniel enfin, le fils d'André, caché au moment de la rafle, sauvé, élevé par des amis, est un jeune mécanicien qui vit l'attente de son incorporation pour la guerre d'Algérie. Sur place, il va connaître l'horreur des tueries, la peur lors des « ratissages », le racisme, la jouissance dans la violence, de certains de ces jeunes hommes en armes, encouragés par la hiérarchie militaire. Avec effroi, il constatera sa propre transformation, lui qui, avec sa bande d'amis bordelais, était pourtant opposé à cette guerre coloniale. Il réagira en désertant.

Ce roman à plusieurs voix est magistralement construit. L'auteur passe de l'argot des truands, des bistrotiers, à la langue lyrique et poétique et pourtant réaliste des déambulations d'André qui surgit, se cache dans les quartiers populaires de Bacalan, des Capus, de La Bastide. Les descriptions des « opérations » en Algérie bouleversent par leur force et la valeur

de leurs questionnements, comme si l'écrivain y avait participé. C'est peut-être parce que Le Corre ne se veut pas spectateur mais plutôt un témoin des événements, des conflits présents et passés, lui qui comme nous, manifeste pour les Palestiniens, pour les Grecs, du côté des hommes en lutte.

Michelle Dupouy



Gente de bien

- film de Franco Lolli

L'histoire se déroule de nos jours en Colombie, où une mère ne pouvant plus s'occuper pour des raisons éco-

nomiques de son fils, Eric, le confie au père dont elle est séparée, Gabriel, en attendant des jours meilleurs.



nomiques de son fils, Eric, le confie au père dont elle est séparée, Gabriel, en attendant des jours meilleurs. Subissant la séparation d'avec sa mère, les retrouvailles avec son inconnu de père, menuisier instable et fragilisé par sa vie précaire dans un quartier pauvre de Bogota, pour ce gamin de 10 ans à l'esprit vif et au caractère déjà bien trempé, cela fait beaucoup à encaisser.

Maria Isabel, femme fortunée, lettrée et généreuse qui fait travailler le père, veut les aider. Prenant prétexte de travaux de menuiseries, elle les invite à passer les fêtes de Noël dans sa luxueuse propriété de campagne où seront aussi plusieurs membres de sa famille. Prise d'affection pour le jeune Eric, elle proposera de le prendre sous son aile ce que Gabriel accepte voyant cela comme une

chance d'offrir à son fils tout ce qu'il ne peut lui apporter.

Sans dévoiler tout le film, Eric mais aussi Maria Isabel, vont être confrontés très vite à la réalité des classes sociales : lui en étant notamment rejeté par les autres enfants après avoir été accepté un temps comme copain de jeu. Elle, en se mettant sa famille à dos pour avoir dépassé les bornes de la simple charité chrétienne admise dans son milieu bourgeois voyant le père et le fils, pauvres prolétaires, comme des intrus.

Gente de bien (qui veut dire à la fois gens de biens et gens qui font le bien) est une chronique grinçante et amère liée aux souvenirs d'enfance de l'auteur dont c'est le premier long métrage. Un film plein de vraies émotions notamment avec Eric et Gabriel qui ne sont pas des acteurs professionnels et nous rendent leurs personnages si réalistes et attachants.

A voir à l'Utopia Bordeaux jusqu'au 7 avril.

J.R.

Sous l'empire du capital

L'impérialisme aujourd'hui - Claudio Katz - M éditeur, 2014

L'instabilité mondiale a de quoi inquiéter, tant la situation semble hors de contrôle, exprimant un chaos géopolitique dont il n'est pas simple de saisir les enjeux ni les implications futures à plus ou moins court terme. D'où l'utilité de débattre, confronter différentes appréciations. C'est justement l'objectif de Claudio Katz, économiste argentin, dans cet ouvrage qui tente de comprendre les différences entre l'impérialisme « classique » et celui du XXI^e siècle.

Le terme d'impérialisme est associé depuis un siècle à la brochure de Lénine écrite dans le contexte de la Première Guerre mondiale, lorsque le partage territorial du globe entre puissances capitalistes venait de s'achever. Une étude qui mérite d'être poursuivie et actualisée. Car le contexte a beaucoup changé : au lieu des guerres inter-impériales et conflagrations qui ont secoué la première moitié du XX^e siècle, on observe plutôt une action géopolitique relativement coordonnée des grandes puis-

sances capitalistes de la Triade (Etats-Unis, Union Européenne, Japon), sous domination étatsunienne, qui doivent désormais faire face à un groupe de pays émergents, dont l'influence géopolitique s'accroît et est en passe de constituer un « nouveau camp ».

L'auteur insiste sur la place de l'appareil d'Etat étatsuniens dans la mondialisation néolibérale. Un Etat qui défend et protège sa bourgeoisie nationale bien entendu mais qui doit aussi assurer les conditions de reproduction de l'ordre capitaliste mondial. Car si, dans la compétition internationale, les grandes firmes capitalistes se concurrencent entre elles, elles ont aussi, à l'heure où la concentration du capital atteint un degré très élevé, « besoin de conserver un cadre de cohabitation mondiale pour mener cette bataille », sorte d'association internationale des puissants, qui n'est bien sûr pas exempte de contradictions ni de tensions, mais où le rôle militaire des Etats-Unis est toujours prépondérant et dont le rayon d'action impérial

est étendu à toute la planète. Un angle d'attaque utile, soumis à discussion, pour mieux comprendre le monde actuel.

Patrick Chandon



Réunion-débat NPA, autour d'un film sur les massacres de Sétif

Massacres du 8 mai 45 en Algérie : pas en notre nom !

Le 8 mai est toujours commémoré en France comme le jour de la libération de l'Europe de la barbarie nazie et l'avènement de la « Paix ».

En cette date anniversaire, nous voulons rappeler que le 8 mai 1945 est aussi une date de guerre coloniale. C'est le jour du début des massacres de Sétif, Guelma et Kherrata, répressions sanglantes d'émeutes survenues dans le département alors français de Constantine en Algérie, suite à des manifestations pacifiques pour l'indépendance, la fin du pillage et de l'occupation française.

S'il y a eu parmi les Européens une centaine de morts recensés, on ignore toujours combien de dizaines de milliers « d'autochtones » anonymes ont été raflés, torturés, exécutés, tout simplement parce qu'ils étaient Algériens et qu'ils voulaient vivre libres. Il y a eu de véritables pogroms dans les villages, des mitraillages par l'aviation dont le ministre était le communiste Charles Tillon.

Le film que nous verrons en introduction au débat, réalisé seulement en 1995 après des années de censure, montre comment l'armée française utilisait les méthodes de torture et d'élimination de toutes les armées coloniales contre les insurgés. En la dénonçant, il révèle le caractère odieux de la « paix » impérialiste française dans la région.

Venez nombreux Jeudi 7 mai à 20h salle Condorcet, rue Condorcet à Lormont.

Le NPA Rive droite

Couleurs de vie



« Couleurs d'une musique, atmosphère d'un livre, joies de la rencontre et de la solidarité s'invitent sur ses toiles... mais aussi la colère et la révolte contre le double langage, les injustices, la faim dans le monde, le gâchis environnemental, les rapports d'oppression et d'exploitation... » (extrait du site).

Une exposition rétrospective des créations de New Yeuse, nom d'artiste de notre camarade Maïté Astruc (1948-2013) est organisée du 1^{er} au 11 avril.

« Tu ne sais pas peindre... écrire... sculpter... ta main sait ! Viens à l'Atelier ! » C'est dans ces termes que Maïté invitait le

public à la rejoindre dans son Atelier, dans les Pyrénées. Militante à la LCR après 1968, sa spontanéité, son extravagance verbale, sa timidité, son attention aux autres, ses engagements, sa détermination politique s'étaient concrétisés ces dernières années par des pratiques, des formes différentes... écriture, peinture, sculpture à découvrir sur le blog <http://maite.astruc.pagesperso-orange.fr/> et en venant voir l'expo.

Venez - avec vos amis(es) ! - nous aurons de quoi discuter d'arts et pourquoi pas de militantisme et d'arts !

Pierre Chantecaille

L'expo est ouverte de 14h à 18h, au Garage Moderne, 1 rue des Etrangers à Bordeaux.

1^{er} mai avec le NPA

Le 1^{er} mai sera l'occasion de construire un nouveau temps de mobilisation après la journée d'action du 9 avril. Le matin, pour dire clairement notre rejet de la politique du PS-Medef, pour faire entendre notre refus du FN et du racisme, venez nombreux manifester sous les banderoles du NPA.

Et après la manifestation, le NPA vous invite à son banquet fraternel (salle Victor Hugo, 88 cours Victor Hugo à Cenon) qui sera suivi, vers 15h30, cette année d'un spectacle d'acrobaties et de music-hall cirque, par nos amis de la **Fatal Compagnie**, *La Messagerie Tarabuste en roue libre*

(<http://fatal-compagnie.jimdo.com>).

Réservez votre journée !

Pour tout renseignement, contacter le NPA 33 :

contact@npa33.org

